Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

59/2-3 | 2018

Hors plan : L'économie informelle en URSS

Arsenij Roginskij : la vérité et le droit

Souvenirs autobiographiques

Arsenij Roginskij

Traducteur : Catherine Gousseff

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/10453>

DOI : 10.4000/monderusse.10453

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 347-368

ISBN : 978-2-7132-2746-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Arsenij Roginskij, « Arsenij Roginskij : la vérité et le droit », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 59/2-3 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10453> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10453>

ARSENIJ ROGINSKIJ : LA VÉRITÉ ET LE DROIT

Souvenirs autobiographiques¹

J'ai cinq ans. Je cours dans la rue, derrière moi un groupe de gosses du même âge qui crient « Ton père est au camp, ton père est au camp ! ». En plus, je suis juif.

Mon père était né dans une bourgade de Biélorussie. Il avait fini l'école polytechnique de Leningrad et travaillait comme chef d'atelier dans l'une des usines locales. En 1938, il fut arrêté et envoyé en camp. Maman survécut avec les enfants, Kira et Micha, au premier hiver du blocus de Leningrad. Par la suite, ils furent évacués à Tachkent. En 1944, quand ils apprirent que mon père avait purgé sa peine mais n'avait pas été autorisé à quitter le camp, ils partirent vers le Nord et la famille fut de nouveau réunie.

Elle habitait dans une petite maison de la zone de production du camp, à Vel'sk dans l'oblast d'Arhangel'sk. C'est là que je suis venu au monde (plus tard — en tant que détenu — je passerai deux fois par le camp de transit de Vel'sk. À l'époque, je pensais même qu'ils allaient m'y laisser et que le destin se répéterait). En 1948, la famille déménagea à Podporož'e, une petite localité ouvrière à trois cents kilomètres de Leningrad, dans le chantier de construction d'une centrale thermique.

En 1951, mon père fut de nouveau arrêté et détenu dans une prison de Leningrad. Ma mère y allait et lui apportait des colis de nourriture. Mais quels colis pouvait encore transmettre une mère avec trois enfants, immédiatement licenciée après l'incarcération de son mari et qu'on avait casée dans une pièce d'un baraque-ment ouvrier ? Au bout de quelques mois, ils n'acceptèrent plus les colis. C'était comme ça. Pas un mot d'explication, pas la moindre réponse.

Stalin mourut. Peu à peu commença une nouvelle époque. Ma mère travaillait à l'école, elle donnait des cours d'allemand. Elle partait par des petits matins gris de la maison et rentrait au crépuscule. Un jour de l'hiver 1954-1955 arriva une lettre

1. Ce récit fut enregistré sous forme d'entretien avec Piotr Mitzner, conduit en novembre 1995 et août 1996 à Moscou et publié en polonais sous le titre « Za naszą i waszą przeszłość [Pour notre passé et le vôtre] », *Karta*, 20, 1996, p. 23-42. Il fut par la suite publié en allemand dans cette même revue et republié par *Osteuropa* sous le titre « Arsenij Roginskij : Wahrheit und Recht » (67 (11-12), 2017, p. 15-36) dans le numéro spécial que cette revue consacra à Arsenij Roginskij.

avec le tampon de la procureure militaire. Je n'avais pas vraiment compris ce qui s'était passé avec mon père. Je l'attendais toujours, mais j'avais peur de poser des questions. Je compris alors tout de suite que cette lettre avait quelque chose à voir avec mon père. Je courus chez ma mère, la lettre à la main. L'école était à trois kilomètres de la maison. On devait traverser toute la localité, longer le camp des prisonniers de guerre allemands, puis la forêt. Il faisait noir, c'était effrayant, mais je courais en pleurant comme jamais plus tard je le fis. Cette course s'est imprimée en moi jusqu'à aujourd'hui. Dans l'enveloppe se trouvait une attestation signifiant que la procédure engagée contre mon père avait été abandonnée faute de preuves. Mais il ne s'agissait que de la procédure engagée en 1938. Pas un mot de l'année 1951. Ma mère partit à Leningrad et là-bas, au KGB ou à la procureure, on lui conseilla de retourner chez nous et de s'adresser à l'état civil du lieu. Là-bas, l'attendait un papier déjà tout prêt, le certificat de décès de mon père. Il y était écrit que mon père était décédé d'un infarctus chez lui (c'est-à-dire dans sa maison !). La date de décès était identique à celle de son arrestation. C'était tout. Pourtant Maman savait qu'il avait vécu au moins quelques mois de plus. Ce fut mon premier contact avec le mensonge dans un document officiel.

Trois ans plus tard, mon frère eut accès au dossier de mon père. Il y était dit que mon père s'était suicidé dans sa cellule. Il y avait un rapport du surveillant de prison et un certificat médical de décès. Il se serait suicidé juste après avoir appris qu'il serait envoyé en relégation à Krasnojarsk pour le reste de sa vie. Je n'arrive pas à croire. Il avait grandi dans une famille traditionnelle et avait le sens de la responsabilité envers ses enfants. Il aurait pu espérer que nous le rejoignons avec Maman là-bas. Ses compétences professionnelles d'électricien et de mécanicien lui auraient permis de nourrir toute la maisonnée. Il est difficile d'imaginer que la relégation ait constitué pour lui une catastrophe.

À chaque fois que je lis des documents sur la mort de détenus en prison, qu'il s'agisse d'Anatolij Marčenko ou de Raoul Wallenberg, j'essaie de comprendre ce qui est arrivé à mon père. Et je doute toujours de la véracité de tous ces papiers.

Jeunesse à Leningrad

C'est ma mère qui m'a élevé. Elle venait d'une famille d'intellectuels. Son père avait été, avant la révolution, rédacteur d'un journal en Crimée. Elle avait reçu une solide formation classique. Toute sa vie fut animée par sa passion du théâtre dans un cadre amateur : elle dirigea des troupes de théâtre dans des écoles, chez les pionniers, dans les maisons de la culture et même durant une courte période, en camp. En 1994, un an avant sa mort, alors qu'elle pouvait à peine tenir sur ses jambes, elle faisait encore la mise en scène d'une pièce dans une école.

Elle admirait la poésie russe de l'Âge d'argent et le romantisme des komsomols, elle était à la fois liée à la tradition et « camarade komsomol » de cœur. Pourtant elle n'avait jamais fait partie des komsomols, de toute façon on ne l'aurait jamais acceptée du fait de ses « mauvaises » origines sociales.

À seize ou dix-sept ans, je pouvais réciter par cœur des poèmes de Mandel'stam ou encore d'Evtušenko. Le diable sait quelle immense influence ils eurent sur moi.

En 1955, en quatrième classe, je fus admis chez les pionniers. J'y ai vite fait « carrière ». Un an plus tard, j'étais président du Conseil des pionniers. Comme j'avais une belle voix et que ma mère m'avait appris à déclamer de la poésie, j'y récitais des poèmes. Cela dura néanmoins peu de temps, car je fus exclu de cette organisation un an plus tard. (Le directeur de l'école ne m'avait pas plu, je haïssais les adultes intrigants. J'avais déposé devant la porte de sa chambre une « bombe » de ma fabrication). Ce fut, jusqu'à Memorial, la seule organisation civile à laquelle j'ai eu à faire.

1957 fut l'année du retour à Leningrad. On nous attribua une chambre dans une *komunalka* [appartement communautaire]. Maman partait tôt et rentrait tard. J'échappais à son contrôle et devins presque un gamin des rues. C'en était fini des études. Avec toute une bande, on se comportait comme des voyous lors de nos virées en ville. L'un d'entre nous atterrit dans une colonie pénitentiaire. Je faisais du sport. C'était ma manière de me préserver. Dans ce monde, il s'agissait de faire comme les autres. Faire les quatre cents coups avec ma bande d'ados de 14 ans. Partir à l'assaut, cols relevés, pour tabasser les gosses de la rue d'à côté.

À cette même époque, j'allais souvent au théâtre. Je ne ratais jamais une première. Je lisais de la poésie underground que les adultes rapportaient à la maison. Par mon frère, étudiant et journaliste, je fis connaissance de ses amis d'alors : l'écrivain Sergej Dovlatov et le poète Josif Brodskij.

Je vivais ainsi dans différents mondes : le théâtre, la rue, la maison et son atmosphère culturelle. À l'époque, la rue était pour moi le plus important. Cela alla si loin que ma mère dut me sauver d'une arrestation pour hoooliganisme. Je retournais à Podporož'e pour y finir ma dixième classe.

Études chez Lotman

À l'école, j'étais incroyablement étourdi et n'avais pas la moindre idée de la suite. Je voulais entrer à la faculté de mathématiques, mais il s'avéra que j'avais raté de quelques jours l'inscription. Ou étudier alors ? Peut-être s'inscrire à la faculté de philologie ? J'avais lu beaucoup de livres. Et il y avait une matière romantique comme la langue et la littérature portugaises. J'allais donc déposer un dossier, mais je ne savais pas que l'on devait pour les études avoir une recommandation du comité local des komsomols. Je n'étais pas au komsomol et en plus j'étais juif.

Bien qu'ayant réussi les examens d'entrée à l'université de Leningrad, je ne fus pas pris. Dans le couloir, je lus une annonce qui disait que dans le département de philologie russe à Tartu, il y avait encore de la place. À l'époque, en 1962, on n'y exigeait pas la connaissance de l'estonien.

À l'université de Tartu, je rencontrais Jurij Lotman, dans sa quarantaine, qui allait devenir mon enseignant. C'était un remarquable connaisseur de la philosophie

et de la littérature des XVIII^e et XIX^e siècles en Russie. Ses cours brillants déterminèrent pour longtemps mes centres d'intérêts. Avec mon copain d'étude moscovite, Garik (Gabriel) Superfin, nous réussîmes à convaincre Lotman de faire un séminaire spécial sur les mémoires littéraires. C'est là que j'appris que les souvenirs ne font pas que documenter une époque et dépeindre des auteurs, mais qu'ils sont avant tout des œuvres littéraires qui obéissent aux lois du genre. Je dévorais tout ce qui m'intéressait. Je passais par-dessus l'*Histoire* de Nikolaj Karamzin, et toute cette terrible historiographie russe, et je m'occupais des décembristes.

C'est alors que j'ai commencé pour la première fois à m'intéresser à la Pologne. Mon frère aîné et tous ses amis parlaient polonais, lisaient des journaux et des revues polonaises. La Pologne était un bout de liberté. Elle n'existait dans ma conscience qu'à travers les manuels d'histoire. J'avais écrit une étude sur les décembristes et le royaume de Pologne à l'époque du tsar Aleksandr I^{er}. Qui se souvient qu'Aleksandr I^{er} avait suscité le complot des décembristes en voulant supprimer l'administration autonome (*gubernija*) de l'ouest de la Pologne. C'est en lien avec la question polonaise qu'apparut pour la première fois l'idée d'assassiner le tsar. J'écrivis un article à ce sujet qui parut en estonien dans l'un des journaux locaux.

L'acteur Tadeusz Lomnicki fit sur moi une très grosse impression. En 1963, il jouait le rôle principal dans *La résistible ascension d'Arturio Ui* (de Berthold Brecht), mise en scène par Georgij Tovstogonov. J'ai vu la pièce trois fois. Tous parlaient russe, lui polonais. J'aime à me le rappeler, il disait une seule phrase en russe : « Il faut croire les chefs » (*Voždjam nado verit'*). J'ai reçu la violence de cette phrase comme un coup. Elle me fit prendre conscience de ce que signifiait le totalitarisme, même si, dès l'enfance, je l'avais éprouvé dans ma chair.

Lorsque mon maître Lotman se tourna davantage vers la théorie littéraire, le langage cinématographique et artistique, je décidais de ne plus le suivre. Cela ne m'intéressait pas de savoir « comment quelque chose était fait », mais plutôt comment les gens avaient vécu, quelles avaient été leurs pensées, en d'autres mots ce qui m'intéressait, c'était la dimension sociologique et psychologique de l'histoire. Je voulais reconstituer des destinées perdues et je me disais que le temps laissait davantage d'empreintes dans les biographies de l'intelligentsia ordinaire que dans celles des grandes personnalités ou des chefs. Il s'agissait donc de lire des poètes de deuxième rang contemporains de Puškin et des décembristes dont personne ne se souvient aujourd'hui. Cette idée n'avait rien d'une découverte mais était et resta, avec quelques nuances, pour moi très importante.

À cette époque-là, j'étais déjà tombé dans le piège des archives dans lesquelles je cherchais des fragments biographiques de ces gens-là. À mon premier contact avec les archives, j'ai ressenti une forte émotion. Une grande agitation m'a saisi, qui m'accompagne toujours depuis trente-cinq ans chaque fois que je m'approche de documents. À la fin de mes études, je disposais de toutes les conditions favorables pour rester à l'université : une bonne appréciation des professeurs et beaucoup de publications. Mais il en fut tout autrement.

La naissance du mouvement dissident

Le destin de ce pays, je n'y avais pas pensé en détail. Il en allait autrement du destin des amis, lequel m'avait toujours préoccupé. Je m'engageais ainsi dans la dissidence dans la mesure où mes amis ont commencé à y participer. Entre 1966 et 1968, alors que j'étudiais encore à Tartu, je me suis lié d'amitié avec Nataša Gorbanevskaja qui venait me voir et dont je connaissais par cœur les poèmes. Je savais qu'elle était engagée dans le mouvement dissident naissant.

J'allais à Moscou et passais des jours entiers dans les archives. C'était l'époque où commençaient les collectes de signatures au bas de différentes lettres. Mes amis y participaient ; c'est ainsi qu'ils réagissaient aux arrestations. Dans les appartements où j'étais hébergé on signait. Moi non. Signer, cela signifiait pour moi entrer dans l'espace public. Et je ne savais, en ce qui me concernait, qu'une seule chose : je ne suis pas un homme public. Je ne suis pas peureux, mais quand je me retrouve sur la scène publique, même pour faire des choses banales et ouvertes, je me sens ridicule. Je comprenais que les gestes publics avaient un sens. Il était nécessaire qu'au moins une partie de la société proteste ouvertement. Mais j'étais séparé d'elle comme par un verre épais. Je contemplais à travers cette vitre le spectacle historique, les scènes où les gens ordinaires jouaient les héros positifs et où les autorités avaient le mauvais rôle. J'étais spectateur, même si parfois je suis sorti de ce rôle.

Après mes études, je suis revenu vivre à Leningrad. Nataša avait laissé à quelqu'un pour moi un exemplaire de la revue *Hronika tekuščyh sobytij* [Chronique des événements en cours]. Elle m'a plu. La *Chronique* avait pour but de sauver la mémoire. Cet objectif m'attirait plus que les tragiques événements que les pages rapportaient. Je commençais à travailler de temps à autre pour cette revue. Je collectais des informations et quand j'en recevais un exemplaire je m'efforçais de le reproduire.

Les défenseurs des droits de l'homme se sont heurtés dès le début à des adversaires. Je me souviens de discussions pleines de scepticisme et de doute. Les gens disaient : « Vous vous mettez inutilement en danger vous et vos proches. Cela doit être une provocation du KGB ».

Je travaillais comme bibliothécaire à la bibliothèque publique de Leningrad et je fréquentais des cercles de scientifiques, de poètes et de peintres. Dans ce monde-là, on parlait des « maîtres dissidents de Moscou » ou des « histoires de Moscou ». C'était la distance pétersbourgeoise à la politique, car le mouvement dissident était assimilé au politique. Moscou était la ville de la politique, Pétersbourg celle de la culture. Bientôt les artistes leningradois allaient être également persécutés pour leur quête d'« une autre culture », « d'une autre réalité littéraire » et plus d'un esprit fort atterrit au camp.

Dans notre cercle, la relation à Moscou était empreinte de mépris et d'envie : « En réalité nous nous distinguons peu les uns des autres. Nous buvons de la vodka, mais ils se sont choisis un autre rôle, ils veulent briller comme des modèles de héros antisoviétiques ! Nous, ça nous est égal de savoir si quelque chose est soviétique ou

antisoviétique. » Au fond, tout ne nous était pas égal, mais c'était notre style de vie. Nous discussions de science, de littérature et de football. Je ne me souviens pas que nous nous soyons assis et ayons énuméré ceux qui s'étaient fait arrêter, celui qui avait signé... C'était vraiment des « histoires de Moscou ».

Après un certain temps, j'ai changé de travail. J'enseignais dans une école du soir et j'avais plus d'heures libres pour les archives. En 1972 naquit mon fils. Mais soudainement deux événements modifièrent mon attitude jusque-là indifférente à l'égard des dissidents. Ce furent, d'une part, le procès contre Petr Jakir et Victor Krasin et, d'autre part, l'arrestation de Garik Superfin.

Garik a exercé une profonde influence sur moi. C'était un génie des archives, un érudit hors pair, un historien et rédacteur exceptionnel. Il avait beaucoup fait pour la *Chronique* tout en exprimant simultanément une distance ironique à l'égard de la dissidence. « Viens, on va chez le diable », se plaisait-il à dire en désignant certains cercles de dissidents. Lorsqu'il fut arrêté, je voulus pour la première et dernière fois signer une protestation. J'appelais à Moscou l'une de nos connaissances communes : « Vous êtes certainement en train de collecter des signatures pour la défense de Garik, ajoute la mienne ». « Ne te penche pas par la fenêtre » entendis-je me répondre, « reste dans ta science ». Peut-être n'aurais-je pas dû téléphoner ? Peut-être voulait-on me protéger ? Je me sentais rejeté d'un clan, de l'élite. Le procès contre Jakir et Krasin fut un moment critique pour le mouvement dissident.

Un de mes amis me demanda un petit service. Il s'agissait d'aller dans la famille d'un détenu et de demander une photo de lui pour une publication à l'Ouest. Ce que je fis. Juste après, je fus convoqué à un « entretien ». Mon ami avait d'évidence tout avoué. Qu'est ce qui l'avait amené à cela ? Je commençais à regarder les dissidents comme des figures historiques qui, malheureusement, changent souvent de rôle, passant du héros au traître. Pourquoi lâchaient-ils le morceau et dénonçaient-ils ? Je cherchais la réponse dans des périodes plus anciennes. C'était clair pour moi que je ne pouvais interroger des gens qui avaient été arrêtés en 1937 parce qu'ils avaient été liquidés. Quelqu'un sur le point d'être persécuté dit tout ce qu'on attend de lui. Seul un petit nombre tient le coup. Je me tournais vers les détenus des années 1920. Je cherchais des socialistes révolutionnaires, des anarchistes, des mencheviks ; ces héritiers du mouvement révolutionnaire russe du XIX^e siècle avaient fait de la prison et avaient tenu le choc lors des interrogatoires. Cela, je l'avais appris des Mémoires d'Ekaterina Olickaja que j'avais lus chez Nataša Gorbanevskaja peu avant son arrestation. Olickaja était devenue socialiste révolutionnaire pendant ses études, immédiatement après la révolution de 1917, lorsqu'il ne subsistait de ce grand parti que des petits cercles clandestins. Elle fut envoyée aux Solovki. Au début des années 1930, elle chercha à se cacher avec son mari et à éditer des tracts, plus tard elle prit quatre ans de camp à la Kolyma.

Je trouvais l'adresse et le téléphone d'une femme âgée qui avait été menchevik. Elle me donna d'autres adresses. L'été, pendant les vacances, j'allais voir ces gens. Je les rencontrais dans des maisons de retraite où ils passaient leurs vieux jours. Je les interrogeais sur la clandestinité des années vingt. Sur la base de leurs récits,

j'entrepris de faire un dictionnaire des détenus socialistes au goulag. Memorial poursuit ce travail actuellement sur la base de matériaux d'archives.

Je travaillais alors sur un célèbre socialiste révolutionnaire, Jakov Stepanovič. Dans les années 1870, les populistes (*narodniki*) allèrent « au peuple » pour créer un mouvement paysan. Naturellement, ce groupe fut brisé. Stepanovič émigra. Au bout d'un certain temps, il revint pour propager la révolution. Il fut pris et quelque chose de bizarre commença. Le bruit se répandit qu'il était un traître. Certains camarades l'en accusaient, d'autres le défendaient.

La question de la réputation est pour tous ceux qui militent dans la clandestinité incroyablement importante. On entendait souvent que l'un ou l'autre était un espion, un troisième un agent provocateur qui attirait les gens dans un piège. Plus tard, j'ai compris comment de telles rumeurs se répandaient. Il y a des gens qui se solidarisent avec les idées d'opposition voire avec le mouvement lui-même, mais qui ont peur d'y prendre part directement. Cette tension constitue le terreau dans lequel fleurissent les rumeurs. C'est là principalement que se propagent et se multiplient les diverses intoxications des services de sécurité.

Avec mon ami Lev Lur'e, nous trouvâmes une lettre de Stepanovič écrite de prison à un autre socialiste révolutionnaire connu, Lev Dejč. Elle mettait en évidence le fait que Stepanovič n'avait fait aucune déposition pendant son interrogatoire. Mais il s'était décidé à négocier avec le chef de l'*ohrana* de Saint-Petersbourg, l'officier, très rusé, Georgij Sudejkin. C'était des discussions entre égaux, le chef révolutionnaire était assis en face du chef de la gendarmerie. Stepanovič disait : « Bon, nous ne préparerons aucun attentat contre le tsar, mais en contrepartie vous libérez ceux-ci et ceux-là de prison... ».

Dans notre article sur cette lettre, que Lotman avait publié dans l'une des revues de Tartu, nous avons écrit sur le problème de la hiérarchie dans les cercles révolutionnaires et en particulier sur le fait que certains révolutionnaires croyaient qu'ils avaient le droit de décider au nom de leur groupe ou même de l'ensemble du mouvement, sans la moindre mission de celui-ci. De cela, rien n'est jamais sorti de bon.

J'envoyais cet article à Garik en prison. Plus tard, début 1981, il répondit : « C'est vrai pour Petja (Jakir) et pour nous tous ». Pendant la période la plus intense de répression des revues clandestines, l'un des plus éminents rédacteurs de samizdat me fit cette proposition : « Nous devrions leur écrire une lettre. Si vous relâchez Jurij Orlov et les autres — indiqués sur la liste —, nous arrêtons de diffuser *Hronika*, *Poiski* et *Pamjat'*. Cela aurait un sens pour nous et pour vous ». Je lui répondis en racontant l'histoire de Stepanovič.

Je me rendis compte qu'on ne pouvait pas mélanger sa vie privée et son activité scientifique. Je ne me voyais pas comme auteur, tout au plus comme éditeur de documents. L'arrestation de Garik à l'été 1973 fut de ce point de vue une incitation à l'action. Avec des amis, nous commençâmes à collecter des documents pour le samizdat. Nous voulions construire une archive de la dissidence. Nous nous sommes aussi engagés dans une entreprise d'«histoire orale», (terme que nous ne découvririons que plus tard). Les entretiens, nous les notions à la main, parfois on

empruntait un magnétophone. Pour mon trentième anniversaire, on m'en offrit un, à cassettes, de la marque Vesna.

À l'été 1977, ça a commencé à sentir le roussi. Il était clair qu'il fallait mettre les archives en sécurité et les cacher durablement. Ces archives étaient classées selon les principes archivistiques en usage et remplissaient déjà un certain nombre de cartons. D'abord, nous les déplaçâmes d'un endroit à l'autre, sans grande précaution ni réflexion jusqu'à ce que mon ami Andrej Ar'ev s'engage en 1979 à les mettre en sûreté. En dehors de nous deux, personne ne savait où elles se trouvaient. Je purgeai ma peine et commença ensuite une nouvelle époque. En 1991, Andrej me demanda inopinément : « Alors tu les reprends finalement tes archives ? ». Mon Dieu, elles avaient été sauvées. Elles sont répertoriées aujourd'hui comme « collection des samizdats de Leningrad » dans les archives de Memorial.

La quête de la vérité sur le passé

L'histoire débouchait sur le présent et les questions du jour exigeaient un retour sur le passé. Mais l'histoire officielle était complètement falsifiée. Elle était passée par deux filtres successifs, celui du monopole académique et celui de la censure idéologique. Il était clair pour moi que ceux qui étaient au pouvoir étaient des ennemis de l'histoire.

Ils fermaient l'accès aux archives et anéantissaient, ou à tout le moins tentaient d'anéantir, ce qui est le plus important : la mémoire des hommes. Ils nous ont volé notre histoire, mais nous allons la leur reprendre. En dehors de vos puantes archives d'État, dans lesquelles, de toute façon, vous ne nous laissez pas entrer, dans lesquelles vous avez tant détruit et qui comprennent une mer de mensonges, il existe encore des archives privées. Et il y a la mémoire des individus. Ce sont les sources inépuisables dans notre quête de la vérité sur le passé.

L'idée d'éditer *Pamiat'*, une revue historique indépendante, sérieuse, nous est venue durant l'été et l'automne 1975 au sein du petit cercle léningradois réunissant Sergej Dedjulin, Saša Dobkin, Valerij Sažin, Konstantin Popovskij et moi. Plus tard s'y joint un homme remarquable, Feliks Perčенок. Il était enseignant et auteur de nombreux articles sur la science historique. Après mon arrestation, il a dirigé avec Saša Dobkin le travail de *Pamiat'*. Nous savions ce que nous voulions. Certains voulaient savoir la vérité sur l'expérience de la terreur. *L'Archipel du Goulag* venait tout juste de sortir et il était clair qu'il s'agissait seulement d'une première approche de ce vaste thème. Les autres s'intéressaient à l'histoire de la culture et des sciences. Peu après, nous apprîmes que Larisa Bogoraz avait expliqué, dans une lettre ouverte au chef du KGB de l'époque, Jurij Andropov, qu'elle voulait rassembler par elle-même de la documentation sur les répressions staliniennes. Nous prîmes contact avec elle et notre équipe s'élargit en incluant Larisa, son fils Sanja (Aleksandr) Daniel' et Aleksij Korataev.

La préface du premier volume de *Pamiat'*, nous l'avons écrite en juin 1976 quand le numéro était presque prêt. Sanja Daniel' avait pris en charge l'essentiel

du travail avec le soutien de Mihail Gefter, de Sergej Dedjulin et de moi-même. Il s'acquittait bien de la tâche, écrivait de manière très compréhensible et précise. La plupart de ses articles, il ne les signait pas, car cela ne l'intéressait pas d'être apprécié comme auteur.

Tout cela se déroula à Moscou dans l'appartement d'un parent d'Aleksij Korataev. Le maître de maison n'était pas là. L'ensemble du volume, qui avait été recopié à Leningrad en cinq exemplaires, était déjà corrigé. Nous préparâmes l'index. Nous sommes restés sept ou huit jours et nuits à travailler sans quitter l'appartement. Une fois, on sonna à la porte. Deux jeunes femmes à l'air décidé qui étaient des amies du maître de maison. Devions-nous les laisser entrer ou non ? À force d'insister, elles finirent par entrer d'elles-mêmes. Dans l'appartement, travail sous haute tension. Dans chaque pièce quelqu'un était assis et relisait.

– « Hé ! les jeunes ! nous avons apporté du vin. Il fait tellement chaud dans la rue, nous, on va à la salle de bains ».

Elles se rafraîchirent, après quoi on prit du vin en discutant.

– « Bon, comment ça se passe la vie par ici ? demanda l'une tandis qu'elle jetait un œil sur la masse de papiers que nous n'avions pas eu le temps de faire disparaître. « À quoi vous vous occupez ? »

On se sentait honteux et un peu intimidés.

– « À votre avis ? », demanda Sanja.

– « Ben, du samizdat. »

Je cherchais vainement des arguments.

– « Quoi, non ? Il y a bien écrit ici “ les communistes ” ».

J'eus tout à coup un éclair de génie et je dis :

– « Est-ce que quelqu'un a déjà vu un texte de samizdat avec des notes de bas de page ? »

– « Avec des notes, certainement non ».

Depuis lors, nous avons toujours expliqué que nous nous distinguions des autres en ceci que nous éditions des textes avec des notes de bas de page.

Le jour qui suivit l'arrestation d'Alik Ginzburg, en février 1977, on vint perquisitionner chez moi. Nous n'avions pas de contact direct avec Alik, mais cette perquisition était formellement liée à cette affaire. Ils cherchaient simplement un prétexte. Première perquisition de ma vie. Ils ne prirent rien de particulier, ici un livre, là un exemplaire de *Hronika*. Le pire fut qu'ils trouvèrent la préface de *Pamjat'*. Elle se trouvait sous une pile de quarante dossiers sur le XIX^e siècle. Ils feuilletèrent négligemment les dossiers et tout à coup le texte apparut. Quatre mois plus tard, je fus convoqué au KGB pour un « entretien d'avertissement ». L'interrogatoire dura deux jours, du matin au soir. Je m'efforçai de répondre de manière évasive et me comportai comme un intellectuel typique. « Non, je ne sais pas, je ne me souviens plus. Ce livre ? C'est quelqu'un qui l'avait laissé là. Qui ? je ne le dirai pas, ce n'est pas dans mes principes ». Ils exhibèrent le texte de préface de *Pamjat'* et me lurent un compte rendu de ce texte : « L'auteur de ce manuscrit se joint au chœur des calomnieurs et affirme que l'Union Soviétique ne respecte pas les droits de l'homme ». À ma grande surprise, je hurlais à la tête de l'enquêteur : « Quelle bêtise ».

La situation s'envenima et l'enquêteur excédé passa à la dernière page du rapport si bien que je pus voir qui l'avait signé. J'étais sidéré. C'était la signature d'un professeur d'histoire de la Russie de l'université de Leningrad, le célèbre Vladimir Mavrodin. Il était déjà âgé et auteur de travaux reconnus. Même s'il n'appartenait pas à notre cercle, on le considérait comme à moitié libéral. En plus, c'était mon voisin. Il ne savait certainement pas contre qui il avait écrit ce rapport. Mais le fait même que quelqu'un d'aussi normal ait travaillé pour le KGB m'a flanqué un coup. Pourquoi faisait-il cela ? Comment l'avait-on forcé à faire cela ? Un spécialiste d'histoire de l'époque prérévolutionnaire ! Les experts de l'après-guerre étaient toujours pris pour des saligauds, mais les spécialistes de l'histoire russe étaient eux considérés plus ou moins comme des gens convenables.

Par la suite, je me suis demandé comment réagir. Devais-je aller directement chez Mavrodin et lui demander pourquoi il avait fait cela ? Mais, finalement, je laissai tomber.

À l'époque où nous éditons *Pamjat'*, nous n'avions guère de contacts avec des historiens de la génération précédente. L'exception était Mihail Gefter qui s'était enthousiasmé dès le départ pour le projet, avait participé à toutes les discussions et serait quasiment devenu un membre de la rédaction, s'il y en avait vraiment eu une. Mais, peu à peu, nous sommes entrés en contact avec d'autres historiens. Nous nous adressâmes à quelques-uns d'entre eux pour des informations ou des conseils sans leur dire dans quel but nous en avions besoin. Je pense néanmoins qu'ils avaient compris de quoi il retournait. D'autres, comme le célèbre spécialiste des chroniques russes anciennes, Jakob Lur'e, travaillaient activement et en toute conscience avec nous.

***Pamjat'* — Publier en samizdat**

Nous ne partions pas de zéro. Il y avait *L'Archipel du Goulag*, un des repères les plus importants pour nous. Le livre de Solženicyn est fondé sur une grande idée. Il nous semblait difficile de la contester et tout aussi difficile d'y souscrire. Solženicyn dit : « Il était une fois la vraie Russie et puis les bolcheviks sont tombés du ciel et se sont emparés de l'âme innocente du peuple russe. Cela a corrompu tout le monde à l'exception de ceux qui avaient maintenu leur foi en Dieu. Seuls ceux-là avaient formé un barrage de résistance morale ». C'est Mihail Gefter qui formula le mieux notre devise : « En fait, tout est beaucoup plus compliqué ». Nous ne voulions engager aucune lutte philosophico-historique avec quiconque. Nous nous étions assignés comme tâche de présenter les faits et de les commenter. Dès le premier volume de *Pamiat'*, nous éditâmes des documents sur des intellectuels de tendance variée, comme par exemple un cadet, une monarchiste orthodoxe, un autre de tendance socialiste et un communiste fervent. Nous étions convaincus qu'il n'était possible de faire entendre la vérité qu'à partir d'une telle polyphonie. *Pamjat'* était conçu comme une œuvre collective. Je me contentais d'organiser le travail. Je m'occupais des délais et des auteurs. Je considérais cette tâche comme un tout : « Ça, ça passera dedans, ça non, il manque quelque chose quelque part... ».

Dans la seconde moitié des années 1970, les groupes de dissidents se sont « professionnalisés ». Certains s'occupaient des droits de l'homme, d'autres de la culture, d'autres encore de la philosophie ou du politique. Déjà, à l'époque, la société avait arrêté de s'intéresser à tout cela, parce que c'était considéré comme de la « politique ». Même si les textes étaient encore lus, personne n'avait plus envie de les reproduire. D'abord parce que *Hronika*, par exemple, avait triplé de volume par rapport à ses débuts. Deuxièmement, parce que tous commençaient à être au courant des répressions et, troisièmement, parce que les gens s'étaient déjà habitués au samizdat. Dans ce contexte, *Pamjat'* fut reçu avec grand intérêt, car les mémoires se lisent toujours volontiers.

Chaque numéro de *Pamjat'* comprenait six cents à sept cents pages dactylographiées. De ce fait, très peu d'exemplaires circulaient à travers le pays. Je n'ai vu qu'une seule fois un exemplaire qui n'avait pas été reproduit par nos soins. Il n'y avait pas de photocopieuse et cela ne pouvait pas être imprimé. Le seul exemple en Union soviétique d'ouvrage de ce genre qui ait pu être imprimé est *L'Archipel du Goulag* que Zviad Gamsakhurdia avait publié en Géorgie et qui, par la suite, fut diffusé dans toute la Russie.

Pamjat' fut aussi édité en Occident. Natalja Gorbanevskaja nous représentait là-bas. Pour la fabrication, notre ami Vladimir Alloy nous rendit des services précieux. Il vivait à Paris et publia par la suite l'almanach *Minuvšee* [Le passé] qui poursuit jusqu'à aujourd'hui la tradition de *Pamjat'*.

Au bout de trois numéros, nous nous sentîmes un peu à l'étroit sur le thème des camps. On voulait trouver quelque chose de positif à dire, qui soit une porte de sortie pour le lecteur. À partir du quatrième numéro, nous nous sommes occupés de culture. Des textes sont parus sur des groupes d'intellectuels postrévolutionnaires, sur des coopératives et d'autres initiatives de la société.

Ce n'est qu'à partir de cette époque que je commençai moi-même à réfléchir sur le rôle qu'avaient pu jouer dans le pays les initiatives civiles indépendantes. J'entrepris de travailler sur l'histoire des organisations civiles des années 1920. Je n'aurais jamais pensé qu'il y en avait eu autant en Union soviétique. Je cherchais dans les bibliothèques et les archives des informations sur leurs activités, leurs statuts, leurs comptabilités. Les noms à eux seuls — Société des admirateurs de Wagner, Association des immigrants juifs, Société d'aide aux anciens prisonniers de guerre —, sonnaient comme de la musique. Et toutes avaient été liquidées. Aurais-je pu alors m'imaginer que, vingt ans plus tard, la vie allait faire de moi un professionnel des ONG et un expert du thème devenu tellement à la mode aujourd'hui du « développement de la société civile dans la Russie contemporaine » !

Combien de gens merveilleux n'avons-nous pas rencontrés ! Je me souviens d'un homme âgé qui se nommait lui-même « le dernier anarchiste sans principes » et était un admirateur des Brigades rouges. Je me souviens du dernier membre vivant du Cercle clandestin des littérateurs et esthètes qui, en 1924, avait fêté le quatre centième anniversaire de Luiz Vas de Camoes. Il me dit : « Personne d'entre nous n'avait imaginé qu'une semaine plus tard, nous allions nous retrouver aux Solovki ». Je me souviens d'une vieille socialiste révolutionnaire qui gesticulait

dans son appartement en répétant « Je suis une adversaire de la terreur, je suis contre la terreur, je suis une adversaire de la terreur contre les socialistes ».

Et le cercle même de nos amis et collaborateurs ! Revol't Pimenov, un mathématicien et une personne magnifique. Il fut arrêté en 1957 à Leningrad en tant que chef d'un groupe clandestin de révolutionnaires et condamné à une lourde peine. Il alla en camp, puis en prison. Il en sortit, soutint sa thèse, puis retourna de nouveau en prison pour avoir créé une bibliothèque de samizdat et pour avoir écrit les souvenirs de sa première période de détention. Jusqu'à la fin de sa vie, il vécut dans la république des Komi où il publia, malgré la censure, de nombreux travaux historiques et mathématiques. Il y fonda la section régionale de Memorial. En 1990, il fut élu au premier Parlement russe, où il put enfin se consacrer à la grande œuvre de sa vie, l'écriture de la constitution. Evgenij Gnedin, journaliste, diplomate, poète, détenu pendant de nombreuses années et qui était le plus reconnu chez les intellectuels de Moscou. Ou bien encore, le sombre et silencieux Anatolij Marčenko. Auteur d'un livre tragique sur les camps de l'époque intitulé *Moi pokazanija* [Mes dépositions]. On disait alors que ce livre allait à l'encontre de la tradition de la littérature russe parce qu'il n'apportait aucune lumière, aucune issue. Non, Antalolij ne voyait aucune lumière. Notre ami David Bacer, longtemps détenu aux Solovki qui, sous le pseudonyme de « Til » avait écrit pour nous sur la clandestinité des années 1920, était un disciple d'Anatolij. D'ailleurs, les hommes qui étaient de tendance social-démocrate étaient de grands admirateurs de Marčenko. C'est en lui qu'ils plaçaient leur espoir et non dans les groupes d'intellectuels, car ce n'était pas eux qui faisaient l'histoire. Anatolij était un homme du peuple, avait grandi dans les camps et il avait du talent. C'est pour ça que les gens du KGB le haïssaient. Tout comme Borja Mitjasin, l'un de ces hommes du peuple avec qui nous étions liés. Durant un interrogatoire encore avant mon arrestation, on me demanda :

- « Lisez-vous *L'Archipel du Goulag* ? »
 - « Supposons que je le lise et quoi, cela n'est pas permis ? »
 - « Vous, vous en avez le droit, mais pas Mitjasin ».
 - « Pourquoi pas lui ? »
 - « Parce que des gens comme lui, quand ils le lisent, ils dégagent tout de suite. »
- À leurs yeux, le peuple n'avait pas le droit de penser par lui-même.

En avril 1981, le bureau des pièces d'identité me produisit la lettre d'un soi-disant oncle qui m'invitait en Israël. On me laissait dix jours de réflexion. On avait déjà auparavant poussé Sergej Dedjulin à l'émigration. Tout indiquait qu'on allait m'arrêter, mais je refoulais ces pensées. Naturellement, je ne remplis aucun de ces papiers d'émigration, tout en me mettant à cacher tous les documents sensibles. J'avais remarqué que les archivistes avaient été précédemment convoqués et qu'on exigeait d'eux les références de tous les documents que je consultais. Une instruction judiciaire fut lancée deux semaines plus tard et je fus arrêté le 12 août 1981.

C'était en Estonie, au bord de la mer, à Narva Joesuu. Mon carnet de notes était posé dans la véranda. Mon fils de neuf ans, Borja, qui avait déjà assisté à des perquisitions, dissimula le carnet dans une pochette qu'il portait et partit lentement en

direction de la maison voisine. Puis il se mit à courir. Les types le remarquèrent. Un milicien du lieu, un type bien baraqué, le poursuivit et le mit à terre.

Arrestation et prison

Trois numéros de *Pamjat'* étaient sortis avant mon arrestation et le quatrième était en cours de parution. Je le vis tout de suite après mon retour de camp. Dans l'intervalle, j'avais travaillé au cinquième numéro. J'avais même fourni des indications rédactionnelles par l'intermédiaire de mon avocat. Mais mes amis avaient traîné avec la publication et ce cinquième numéro ne sortit qu'en 1984. Il en était prévu un sixième, un numéro double. Mais après le cinquième, on avait commencé à convoquer mes collaborateurs au KGB et on les avait fait chanter en leur disant que s'ils poursuivaient *Pamjat'*, j'écoperais d'une peine supplémentaire. C'est pourquoi ils arrêtaient. Les matériaux du sixième numéro parurent dans les premiers volumes de *Minuvšee*.

Quand j'entrai dans la cellule de prison préventive « Kresty » de Leningrad, je me retrouvai dans la vraie Russie. L'odeur de sueur et de fumée me prit à la gorge. Dans la cellule se trouvaient douze hommes répartis sur quatre couchettes. On dormait alternativement. Il y avait des bagarres, du sang et de l'homosexualité. Devant moi s'ouvrit un monde de règles cruelles, mais à sa manière ordonné. Un monde dans lequel l'homme est seul face à son destin.

C'était une vraie prison.

Au départ, les défenseurs des droits de l'homme étaient arrêtés par le KGB, ensuite envoyés dans les camps pour politiques, lieux où on se vouvoyait, où on manifestait contre l'administration, où on écrivait des lettres de protestation au procureur. Je n'ai jamais écrit une quelconque lettre de protestation, mais ce n'est pas parce que cela ne se faisait pas dans « ma » Russie.

Depuis mon enfance j'avais vécu parmi des gens qui avaient fait de la prison. J'avais lu la littérature des camps. Les détenus que j'avais rencontrés en liberté avaient été en prison comme politiques. Leur camp était pour ainsi dire un Moscou en réduction transporté dans la zone.

Mais revenons à ma cellule de « Kresty ». Là, tout était différent. Composition normale : deux pickpockets, un malfaiteur pris dans un train, une paire de hooligans, des dockers qui avaient volé dans le port, un petit dealer, un qui avait conduit en état d'ivresse et un déserteur de l'armée. Parmi eux, quelques mouchards.

Il y avait du poisson. On appelait ce plat « la tombe du poisson ». Je sens cette puanteur. Je sais que l'administration fait ce qu'elle veut. Mais servir du poisson pourri, pour cela ils peuvent perdre leur travail. Je sais parfaitement que faire dans une telle situation. Au nom de la cellule, on demande une explication et on reçoit aussitôt un autre plat. Ils renvoient le cuisinier et deux heures plus tard arrive un autre plat.

J'ai donc dit : « Écrivons une réclamation ». Tous m'ont regardé comme si j'étais fou, quoi ? Quelle réclamation ? Dans la cellule se trouvait Slavka Mihailov,

un type super, un criminel et un romantique. Quand ils l'ont attrapé, ils ont trouvé vingt-quatre guitares dans son appartement. Le reste, il l'avait vendu, mais les guitares, il les avait gardées pour lui. Un colosse, mais agile, qui avait pu s'introduire dans les appartements par les lucarnes d'aération. Donc Slavka s'est levé, a tapé au guichet de la porte de la cellule avec son bol. Le détenu de service, qu'on appelait le « bouillonneur » et qui distribuait les repas a mis son nez au guichet et a demandé – « Qu'est-ce tu veux ? ». Slavka lui a balancé son bol avec le poisson pourri sur la tête. L'autre a crié « Va enculer ta mère » et s'est enfui dans le couloir. Deux minutes plus tard, le gardien et le « bouillonneur » ont ouvert la porte de la cellule. Ce dernier a désigné Slavka. Ils l'ont sorti de la cellule et l'ont battu. Puis ils l'ont enfermé dans une armoire métallique qui était dans le couloir et où l'on mettait ceux qu'il fallait séparer de leurs codétenus. Quelques heures plus tard, ils ont remis Slavka dans la cellule. Tous l'ont applaudi et étaient d'avis qu'il avait eu raison. Mais ils étaient aussi d'avis que le gardien et le « bouillonneur » avaient eu raison. Tous avaient eu raison : Slavka, parce qu'il s'était comporté comme il l'avait fait, le gardien, parce qu'il l'avait tabassé. Affaire classée. On appelle cela « le droit russe ».

Je savais en théorie que ce droit coutumier existait. Mais on le comprend seulement quand ce droit devient un élément de ton propre monde, quand il passe directement dans tes veines. Quant aux droits de l'homme, je doute qu'ils puissent être adoptés en Russie. Pour transformer la perception que les Russes ont aujourd'hui du droit, il faudra des siècles. Admettons que le changement du monde s'accélère. Alors une centaine d'années suffira.

L'instruction elle-même était une farce. Le côté stupide et tiré par les cheveux du motif d'accusation (« falsification » de document, plus précisément la falsification d'une lettre de recommandation pour avoir accès aux archives) me permit, avec un certain confort psychique, de m'en tenir aux techniques classiques des dissidents : « Je refuse de répondre », « Je ne confirme ni ne démens » et autres formules toutes faites qui m'ont toujours amusé.

Ma dernière prise de parole avant le verdict, le 4 décembre 1981, je la consacrai à la question de l'accès aux archives dans notre pays. J'écopai de quatre ans de camp.

La vie en camp

Juste avant le commencement de ma peine, des hommes du KGB sont venus me voir pour me proposer de prendre mes distances par rapport à la campagne de soutien qui se développait à l'Ouest. Si je le faisais, je serais placé dans un centre de détention préventive du KGB pour détenus politiques, bénéficiant d'un meilleur traitement (cellule à deux, draps, livres) et n'aurais plus que quatre mois à tirer. Je répondis pathétiquement : « Laissez-moi tranquille. C'est mon destin. Je dois vivre ma vie et pas celle d'un autre ».

Je me suis retrouvé au camp avec deux ou trois mille criminels, bandits, délinquants et voyous. Ce fut ma grande expédition, mon voyage dans la Russie profonde.

Combien de sang, de suicides et de meurtres j'ai pu voir ! En janvier 1983, dans un camp de transit, des détenus battirent à mort deux des leurs, pour la simple raison qu'ils avaient fait partie d'une brigade de détenus dans un autre camp. Ces victimes crièrent en vain que c'était d'autres détenus qui les avaient affectés à cette tâche. Je restai dans mon coin, je ne pouvais rien faire, moi un intellectuel de Leningrad, lecteur et éditeur de livres sur le goulag.

En septembre 1982, dans l'hôpital pénitentiaire où se trouvait un récepteur illégal, j'entendis un communiqué diffusé par Radio Svoboda qui annonçait l'auto-dissolution du groupe d'Helsinki dont nous tenions l'activité pour une forme d'action politique particulièrement aboutie et efficace. Je pensais que c'était là la fin. Plus de *Hronika*, rien ne se ferait plus.

À cette époque, j'appris que le KGB faisait pression sur Sanja Daniel' pour le faire émigrer. De même, plus tard auprès de Larisa Bogoraz. Sanja expliqua qu'il changerait d'avis s'ils me faisaient sortir du camp. L'émigration semblait alors déjà moins terrible qu'un an et demi auparavant. Après tout, c'était beaucoup mieux que de pourrir dans un camp, entouré de criminels. Mais ensuite Brežnev mourut et ces tractations prirent fin. Ce fut probablement une bonne chose. Ils ne cessaient de me changer de camp pensant que j'avais une mauvaise influence sur les détenus.

Au camp, je n'ai pratiquement pas eu à affronter l'antisémitisme. Chaque fois que j'arrivais dans une nouvelle « zone », je disais tout de suite : je suis juif. Mais un Juif qui tient sur ses deux jambes et qui ne courbe pas la nuque devant les gardiens avait dans ce monde les mêmes chances d'être respecté qu'un goy. Respecté des détenus s'entend. Il en allait autrement avec les gardiens et leurs sbires.

Un jour, je balançai un seau d'eau en pleine poire à un type qui avait commencé à me faire sa harangue antisémite. Il ne s'en plaignit jamais. J'aurais pu prendre quinze jours de trou pour cela mais, s'il m'avait dénoncé, il n'aurait eu que des ennuis dans le camp.

Au printemps 1984, j'arrivai dans un camp près de Mourmansk. C'était déjà ma troisième « zone ». Là-bas, travaillaient des types qui se transformaient progressivement en automates à force de travailler quatorze heures par jour sur une machine. Un groupe de jeunes détenus, qu'on appelait « les cogneurs », sanctionnait cruellement chaque pause au travail. Les détenus « maîtres des lieux » contrôlaient tout avec l'aide des brigades de détenus et les cogneurs. Dans leur coin dans la baraque, ils avaient la télé, du cognac, des sandwiches et des cigarettes. Ils n'allaient jamais au travail et coopéraient évidemment avec le « département opérationnel ».

Ils essayèrent de me faire entrer dans la machine, mais j'arrivai je ne sais comment à esquiver le risque. Je réussis même à intimider le chef de brigade.

Entre-temps, la situation au camp s'était envenimée. Un groupe de nouveaux détenus préparait une révolte. Quelqu'un les trahit. Et la nuit d'après, les gars de la maison des maîtres arrivèrent avec des barres de fer en frappant, l'un après l'autre, les comploteurs. Plus tard, néanmoins, il y eut une révolte. Les détenus incendièrent les environs, blessèrent et tuèrent beaucoup des « maîtres ». Mais à ce moment-là, j'étais déjà parti, j'avais été envoyé plus loin. Mon camp suivant fut Viatka, une « zone rouge », c'est-à-dire une zone qui était complètement contrôlée

par les gardiens. Pas la moindre solidarité entre détenus. À l'aube, échauffement en musique, puis au boulot. Je sentais que je ne pourrais jamais remplir la norme — 24 caisses à assembler chaque jour. Cela signifiait le cachot ininterrompu. J'avais la réputation de terroriser le collectif afin de rassembler autour de moi des éléments hostiles et d'avoir une mauvaise influence sur la jeunesse. Je décidai de tirer parti de cette réputation. Je persuadai les jeunes détenus de rendre coup pour coup quand les gardiens leur tournaient autour. Ce fut vite dénoncé et au lieu d'aller au mitard, je partis pour une nouvelle étape. Je ne suis resté là-bas pas même un mois.

Dans le cinquième camp, je suis resté, jusqu'à la fin de ma peine, occupé à la construction de l'infirmerie. Un homme en prison se souvient même dans ses rêves qu'il est enfermé, il sent chaque seconde de sa privation de liberté. Durant la deuxième année de mon emprisonnement vint la dépression, la perte totale de volonté. Je commençai dans les lettres à utiliser le mot « destin » — le destin est plus fort que nous. Mon amie Katja Velikanova m'écrivit à l'époque une lettre magnifique : « Pourquoi nommes-tu les uniformes bleu destin ? Les uniformes bleus sont des uniformes bleus. Les définir comme « le destin » nous humilie toi et moi ».

Cela dura ainsi jusqu'à ce que je refasse surface. Les Tchétchènes m'ont aidé à me ressaisir, ils m'ont invité dans leur « famille » qui, au camp, avait acquis une grande autorité. Je ne sais pas si j'avais gagné leur estime parce que j'étais un politique ou en raison du respect que voue traditionnellement ce peuple aux gens éduqués.

J'avais beaucoup d'amis parmi les Tchétchènes. L'un d'entre eux me dit une fois : « Arsenij Borisovič, chaque détenu devrait savoir qu'il y a toujours un moment où il peut obtenir justice ». Il existe chez l'homme un besoin naturel de justice. Au camp, presque personne n'allait se plaindre à la direction opérationnelle. C'était clair que, de ce côté-là, on ne pouvait compter que sur l'injustice.

Le droit du camp est un système très étendu de représentations et de principes qui établissent comment survivre, mais pas aux dépens d'autrui. Ce système s'impose avec des méthodes cruelles et des peines brutales. Cette justice est toujours garantie par un groupe qui l'a forgée en s'imposant comme l'autorité du camp. Au bout d'un certain temps, je pris également part aux décisions, à l'application de l'ordre et de la justice. Un détenu a enfreint le droit interne du camp, il doit être puni. Des volontaires le battent, je me tiens à côté en regardant et il me semble que cela doit être ainsi.

On dit qu'au camp les hommes souffrent avant tout de l'absence de femmes. Je considère cela comme une exagération. Ce qui manque le plus aux hommes dans le camp, ce sont les enfants et les couleurs. Le camp est terrible parce que tout à la couleur de ta chemise de détenu, le gris.

Avec quelle passion j'ai découpé des illustrations sans intérêt mais colorées de l'hebdomadaire *Ogonek* ! J'implorais pour cette raison qu'on m'envoie des cartes postales multicolores. Cela aidait à continuer à vivre. Je pouvais les regarder pendant des heures. Il venait des détenus, des sauvages, des gens durs qui couvaient ces images des yeux.

Dans la zone, il y avait des femmes : des enseignantes, des furies de l'administration, mais il n'y avait pas de visages d'enfants. Je me souviens que dans la prison

préventive, Kresty, de Leningrad, une gardienne venait de temps à autre avec son petit garçon de cinq ans. Il courait derrière elle pendant qu'elle faisait sa tournée de garde et « les oncles », tout en proférant les pires jurons à sa mère, lui tendaient, l'un après l'autre, des bonbons par le guichet de la porte de la cellule.

Les difficultés de la liberté

Lorsque j'arrivai à la fin de mon « expédition ethnographique » et que je me retrouvai de nouveau en liberté, je ne pus pendant longtemps comprendre le monde dans lequel je vivais. C'était la fin d'une époque. Le mouvement dissident était anéanti. Des gens que je ne connaissais pas formaient des groupes underground qui étaient rapidement liquidés par le KGB. Et les gens émigraient peu après. Cela m'était difficile de revenir dans mon monde, dans la bibliothèque publique bien-aimée, dont je connaissais chaque recoin. C'est de ce lieu qu'étaient venues les dénonciations.

Je partis à Moscou. Là, je cherchai à trouver ma place dans le monde des bibliothèques. Je commençai à aller à la « Leninka », mais ce n'était pas mon lieu. Il est clair que, dans la vie, on n'est chez soi que dans une seule et même bibliothèque.

Il était nécessaire que je commence à travailler. De vieilles connaissances m'ont pris à la rédaction du « Dictionnaire biographique des écrivains russes du XIX^e et XX^e siècles ». Je commençai ce travail avec joie. Dans la maison d'édition, je m'occupais de la préparation d'une anthologie de la prose russe classique. Pour cela, je rassemblais des documents sur ce que l'on avait écrit et de quelle manière, à propos de Petr 1^{er} ou du règne de Nikolaj 1^{er}. Le mythe du concept d'État russe, du pouvoir m'intéressait beaucoup.

La seconde moitié de l'année 1986 fut marquée par une grande inquiétude sur le sort d'Anatolij Marčenko qui était en prison à Čistopol. À l'automne, il commença une grève de la faim pour défendre les droits de tous les détenus. Sa femme, Larisa Bogoraz était très inquiète pour lui, comme si elle pressentait que quelque chose de terrible allait lui arriver. Elle était prête à émigrer si cela pouvait sauver Anatolij. Et puis arriva la nouvelle de sa mort. Nous partîmes pour Čistopol. Larisa avec ses fils et quelques proches. Je me souviens bien de notre entrée dans la prison. C'était tard le soir en hiver, et nous frappions à la porte de la prison. Puis les problèmes avec la restitution du corps, l'interdiction d'un enterrement à Moscou, l'accord pour un enterrement orthodoxe, mais à Čistopol. Je suis totalement insensible aux cérémonies religieuses, mais cette messe autour de la tombe d'Anatolij, je ne l'oublierai jamais. L'officiant, nous, et tout autour cette cour exigüe de prison.

Nous sommes rentrés à Moscou le 12 décembre 1986. L'appartement de Larisa était plein de monde. J'étais si furieux et si troublé de ce qui s'était passé que je fis, et j'en ai encore honte, mon grand numéro. Je bondis et me mis debout sur le canapé en les haranguant de toute ma hauteur. Je sentais, comme après l'arrestation de Garik Superfin, qu'on ne pouvait pas vivre plus longtemps ainsi. J'avais accumulé une amertume et une haine sans fonds. Je m'étais toujours moqué de ces expres-

sions de dissidents comme « mon droit constitutionnel » ou bien « l'article 70 », quelle saleté ! Mais à ce moment-là, pendant trois ou quatre jours, je me sentis prêt à œuvrer dans la dissidence.

Le destin en décida autrement. Le pouvoir soviétique commença à libérer les gens. D'abord, ce fut Andrej Saharov qui revint. Je le rencontrai quelques jours après sa libération chez Larisa. Ils libéraient les détenus des camps. J'aurais pu revenir à ma place et continuer à m'occuper du XIX^e siècle.

Le début de Memorial

Puis vint le printemps 1988. Auparavant, j'avais déjà entendu parler d'un groupe qui s'était formé sous le nom de Memorial et qui avait rassemblé des signatures pour l'édification d'un monument dédié aux victimes des répressions du communisme. Il s'avérait que ces gens collectaient également des récits et avaient préparé des questionnaires destinés aux anciens détenus. Qu'en fait, il ne s'agissait pas simplement d'un monument, mais de la mémoire et de la création d'une archive, d'un musée et d'une bibliothèque avec des documents sur les répressions. Nous sommes venus à quatre vers eux, Larisa, Sanja, Sergej Kovalev et moi.

Je ne peux pas dire qu'ils m'ont beaucoup plu. Des technocrates qui ne connaissaient pas l'histoire. Mais des gens sympathiques avec de bonnes intentions. Nous eûmes ensemble une longue discussion.

Durant l'été, il y eut une rencontre du Parti au cours de laquelle l'historien Jurij Afanasiev soumit à Mihail Gorbačev la liste des signatures collectées. À la fin de la conférence, le Secrétaire général déclara que ce monument devait être construit. Ce fut le début d'un long combat pour l'enregistrement de Memorial comme centre d'information scientifique sur le sujet.

Des quatorze personnes du groupe initial de Memorial, deux y sont encore aujourd'hui : Lena Žemkova et Oleg Orlov. Je les avais connus lorsqu'ils venaient à la « Leninka » pour en apprendre plus sur l'histoire. Aujourd'hui, Lena est l'âme du centre historique, comme Oleg l'est du centre sur les droits de l'homme.

À partir de 1989, j'ai travaillé à Memorial et dans toutes les organisations dans lesquelles Sergej Kovalev était actif. Nous avons consacré le premier numéro de *Pamjat'* à deux détenus — Garik Superfin et Sergej Kovalev — qui avaient été condamnés en raison de leur activité pour *Hronika*. Superfin travaillait alors dans les archives de Samizdat de Radio Svoboda à Munich et Kovalev fut élu — avec le soutien de Memorial — au Soviet suprême de Russie. J'étais moi-même expert à la Commission pour les droits de l'homme du Soviet, au Comité pour les questions de réhabilitation, à la Commission pour la remise des documents du KGB aux archives d'État et encore à je ne sais plus quelles autres commissions. Je participais à l'élaboration de textes de loi, allais dans les prisons, les camps, au Karabakh et dans le Nord-Caucase.

Dans la Commission de Kovalev, je travaillais à la loi pour la réhabilitation des victimes et à la modification du code pénal afin de pouvoir changer au moins

a minima les conditions de détention en Russie. Je considérais cette tâche comme un devoir personnel. Plus tard, je perdis cet intérêt pour le travail de législateur.

Cette forme d'investissement pour la société civile m'a aidé à comprendre alors quelques points importants. Par exemple, nous n'avions pas du tout été confrontés depuis une éternité au problème du compromis. Le destin ou l'histoire avait façonné le stéréotype de l'homme soviétique comme étant inapte au compromis. Le monde dans lequel nous vivions était dualiste : d'une part les gens au pouvoir, d'autre part l'individu que les autorités voulaient réduire à l'obéissance. Où y avait-il place pour un compromis ? Nous étions sans compromis, comme les bolcheviks. Nous vivions donc dans une nouvelle Russie et, en même temps, nous tenions pour exclu que quiconque puisse trouver un accord avec d'autres, car nous vivions avec les habitudes forgées en détention.

Au final, personne ne pouvait se mettre d'accord : ni les Russes avec les Tchétchènes, ni Javlinskij avec Gaidar, ni même entre nous à Memorial. Combien de fois n'avons-nous pas eu recours au vote pour trancher et, au final, c'était comme si la majorité écrasait la minorité. Dans notre mentalité, l'intransigeance est catégorisée comme un principe de juste conduite. Il est très facile et confortable de condamner Saša Podrabinek pour avoir porté la toge blanche ou Saharov pour être allé au Soviet suprême, ou encore Kovalev pour avoir collaboré avec, y compris après le putsch d'octobre 1993, reproche que lui ont adressé beaucoup de gens de Memorial.

En Russie, on fait toujours porter la faute par les autres. En l'occurrence, sur les communistes et les gens du KGB. Ce sont eux qui sont coupables de cette terrible vie qui a été la nôtre pendant 80 ans. Mais comment faire la distinction entre eux et nous ? C'est impossible. Nous devrions dire : « Nous sommes tous coupables ». Quand en 1992, Sergej Kovalev, alors témoin lors au procès contre le Parti communiste de l'Union soviétique, fut pris à partie par les communistes qui lui demandèrent « Qui est coupable de tout cela ? », il répondit : « Nous sommes tous coupables, mais votre faute est plus lourde ».

On ne peut construire un État normal qu'à travers une réflexion incessante sur les fautes collectives du passé. Mais il faut commencer par soi-même, par sa propre introspection.

Moi, par exemple, lors de mes premiers interrogatoires ou « entretiens », je m'étais comporté avec le KGB, comme il était d'usage selon le principe des intellectuels qui veut qu'on n'exprime ni loyauté ni opposition particulière, mais cela m'a conduit à me distancier des dissidents : « Oui, je me suis lié à celui-ci ou à celui-là, mais je n'ai rien à voir avec leur activité politique ». Jusqu'à maintenant, il me reste ce souvenir désagréable d'avoir pris mes distances avec une partie de la vie de gens que j'estimais.

Je n'ai jamais été un politique. Si je le suis devenu jusqu'à un certain point, c'est davantage par sentiment de responsabilité, de nécessité de trouver un langage commun avec les personnes que j'estime. Mais, par nature, je suis un homme qu'il ne faut pas caractériser comme un « politique ».

Deux ou trois fois, en 1989 et 1990, je me suis produit dans d'importants rassemblements de Memorial. Cela se passait ainsi : « Rendez à Vladimir Bukovskij, fierté

de la nation russe, sa citoyenneté ! Rendez à Untel et Untel, gloire de la nation russe, leurs citoyennetés. Rendez à Tikakeev (j'invente), sa citoyenneté... ». Et tous braillaient : « Rendez-leur, rendez-leur !!! ». Et à la fin, tout se fondait, dans la bonne vieille tradition, en un cri « Honte, honte ! »

Qu'est-ce que je faisais là, où me trouvais-je ? Comme c'était facile de manipuler les masses, de les entraîner dans telle ou telle direction ! Ils me croyaient, parce que j'étais au micro. J'eus honte de moi et me promis de ne plus jamais me produire ainsi dans des meetings. Mais moi-même, lorsque j'étais présent dans la masse comme simple auditeur, j'avais honte de ces slogans braillés.

Je me suis senti de la même manière malheureux pendant le putsch d'août 1991. On m'avait réveillé à 7 heures, et je filai à Memorial. J'y écrivis des tracts, c'est à cela que j'ai passé mon temps pendant trois jours. Le premier tract, je l'ai écrit très consciencieusement avec Sanja Daniel', car il était important de comprendre ce qui se passait réellement. Par la suite, ce fut comme une parodie de films : des gens étaient en train d'occuper des palais, rédigeaient des tracts, que quelqu'un apportait en ville. Le soir je me rendis à la Maison blanche. Là-bas, la nouvelle venait de se répandre que quelques unités blindées s'étaient rangées aux côtés d'El'cin. Cela me renvoyait à d'autres moments de l'histoire. J'écrivis « Soldats ! Suivez l'exemple du bataillon du Major Evdokimov. La patrie ne vous oubliera pas ! ».

Pour résumer : une littérature lamentable, une histoire lamentable. J'ai le sentiment d'avoir souvent joué un rôle qui m'était étranger.

Dans les années 1990 et 1991, on nous avait fait espérer l'ouverture des archives du KGB. Tant qu'El'cin était en concurrence avec Gorbačev pour avoir le contrôle des services de sécurité, on pouvait obtenir d'eux quelque chose. Mais après la victoire d'El'cin, cela redevint difficile. Les services se sentaient de nouveau forts. La mise à disposition des documents d'archives s'arrêta.

Pour Memorial, la relation au KGB fut toujours essentielle. Quand Lena Žemkova, au printemps 1990, commença à rencontrer le groupe pour les affaires de réhabilitation, elle avait toujours avec elle de manière démonstrative un magnétophone et s'enregistrait systématiquement. Pourtant, les intransigeants de chez nous l'accusaient de « négociations séparatistes avec le KGB ».

Dans les tout premiers jours du mois de septembre 1991, je me rendis au siège du KGB dans la Malaja Lubjanka en tant que représentant de la Commission pour le transfert des archives du KGB aux archives d'État. Un général nous accueillit. C'était le quatrième adjoint — tous les supérieurs venaient d'être destitués. Nous venions pour mettre les scellés sur les archives. Nous, comme commissaires ! Je rencontrais ensuite ses collaborateurs. Trente officiers du KGB qui se tenaient devant moi au garde à vous. Le commandant s'adressa à eux : « Camarades officiers... ».

De 1992 à 1994, nous avions, Nikita Ohotin, Nikita Petrov et moi-même un laisser-passer permanent à la Lubjanka, nous y avions même un bureau. Jour après jour, nous allions au bureau comme au travail pour consulter des milliers de documents. Ce gros travail fut néanmoins réalisé en vain. Très peu de documents furent transférés aux archives d'État en dehors des dossiers personnels de réhabilitation.

Toutes les masses documentaires comme les correspondances administratives restèrent sous le contrôle des organes de sécurité. Aucune des recommandations que nous avons formulées pour l'accès à différents types de documents du KGB ne fut mise en œuvre.

Histoire et droits de l'homme

Il est très important pour moi que Memorial soit aussi bien un centre scientifique qu'un centre de défense des droits de l'homme. Nous nous occupons des atteintes aux droits de l'homme aussi bien dans le passé que pour le présent. Dans le centre de recherche de Memorial, dans notre petit institut indépendant du gouvernement, ce ne sont pas des historiens professionnels, mais des physiciens, des chimistes qui se confrontent à l'histoire du totalitarisme et de la résistance. Pourquoi ? Peut-être parce qu'un travail propre doit être accompli par des mains propres. C'était le concept initial. Mais maintenant, il y a aussi des historiens universitaires qui travaillent de manière honnête et professionnelle.

Si notre but n'est pas celui de la recherche, quel est-il ? Faire connaître ? Qu'avons-nous atteint dans ce domaine ?

Les années 1988 et 1989 ont été dans notre pays des années de combat pour l'histoire. On a déjà beaucoup dit et écrit sur ce thème. Je pensais que cela s'était imprimé profondément dans la conscience de la société. Mais maintenant, il s'avère que cela ne l'a au mieux qu'effleurée.

La conscience collective soviéto-russe est formée à partir de beaucoup de stéréotypes. Nous pensions qu'avec la chute du communisme, les stéréotypes s'effaceraient d'eux-mêmes. Mais pas du tout, ils se sont même renforcés.

Qu'avons-nous fait en définitive dans ces années ? Nous disions : « Regardez les crimes du régime communiste ». Nous établissions des listes de fusillés. Nous publiions des documents terrifiants qu'il n'était pas possible de ne pas croire. Nous organisions des « semaines de la conscience » et des « soirées du souvenir ».

Après tout cela eurent lieu les élections. Et les communistes les ont gagnées. Nous eûmes à lutter contre un totalitarisme anachronique, contre la guerre en Tchétchénie. Nous sommes allés au cœur de ces événements terribles, nous avons écrit des rapports que nous avons publiés nous-mêmes. Et tout ça... dispersé à tous les vents.

Les gens disent : « Bien sûr, nous sommes contre cette guerre. C'est mal, quand des gens meurent, mais vous, vous êtes des traîtres, vous trahissez la nation russe ».

Ils sont contre la guerre. « Bien sûr que nos troupes doivent être retirées de Tchétchénie (mais laissez-les d'abord flinguer les Tchétchènes), mais vous, vous êtes des traîtres parce que vous avez l'impudence de dire qu'ils pourraient parfois être dans leur droit. »

Nous protestons quand le maire de Moscou Jurij Lužkov lance une chasse aux gens du Caucase, à tous ceux qui ont les cheveux foncés et portent une barbe. Et 95 % des Moscovites soutiennent Lužkov.

Quoi que nous fassions, la conscience collective nous rend des gifles. Et on n'arrive à rien changer. Impossible d'imaginer un changement rapide. Il n'y aura pas de démocratie en Russie tant que la conscience collective n'aura pas changé. Il faut faire ce que propose Larisa Bogoraz : enseigner et expliquer, expliquer et enseigner aux chercheurs et aux activistes des droits de l'homme, sans espérer avoir un grand succès. C'est un programme normal pour la fin du xx^e siècle. Voilà à quoi ressemble notre offensive : des petits points noirs — nous — au pied d'une haute montagne.

Traduit de l'allemand par Catherine Gousseff